



A l'orée d'une année difficile...

par Philippe DEFEYT - février 2012

Il n'y a plus grand doute. L'année 2012 sera difficile sur le plan socioéconomique. Les toutes récentes Perspectives du Bureau fédéral du Plan le confirment.

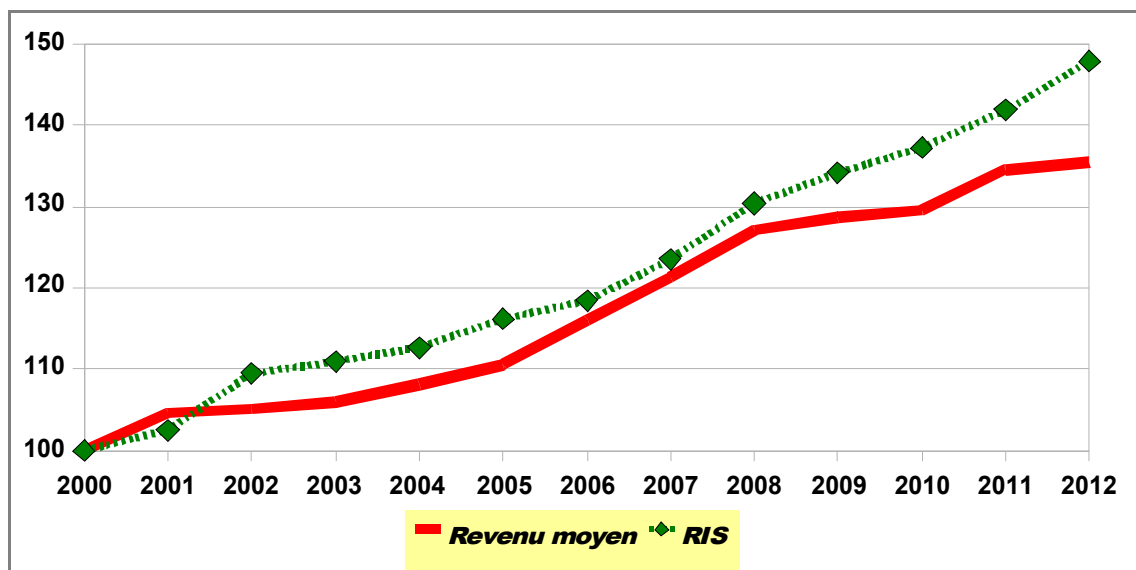
Dans ce contexte morose, la présente note a pour objectif de faire le point sur l'évolution tendancielle de quatre indicateurs cruciaux sur le plan social, à savoir :

- **les revenus et le pouvoir d'achat,**
- **les prix,**
- **le chômage,**
- **le marché du travail des jeunes.**

Les revenus

Le graphique suivant indique que le revenu disponible moyen par tête a progressé de 35% depuis 2000, alors que le Revenu d'intégration – considéré ici comme illustratif de l'évolution des minima sociaux – a lui progressé de presque 50%, le Revenu d'intégration ayant bénéficié à plusieurs reprises de la liaison au bien-être.

Revenu disponible moyen par tête et Revenu d'intégration – en € courants – 2000= 100

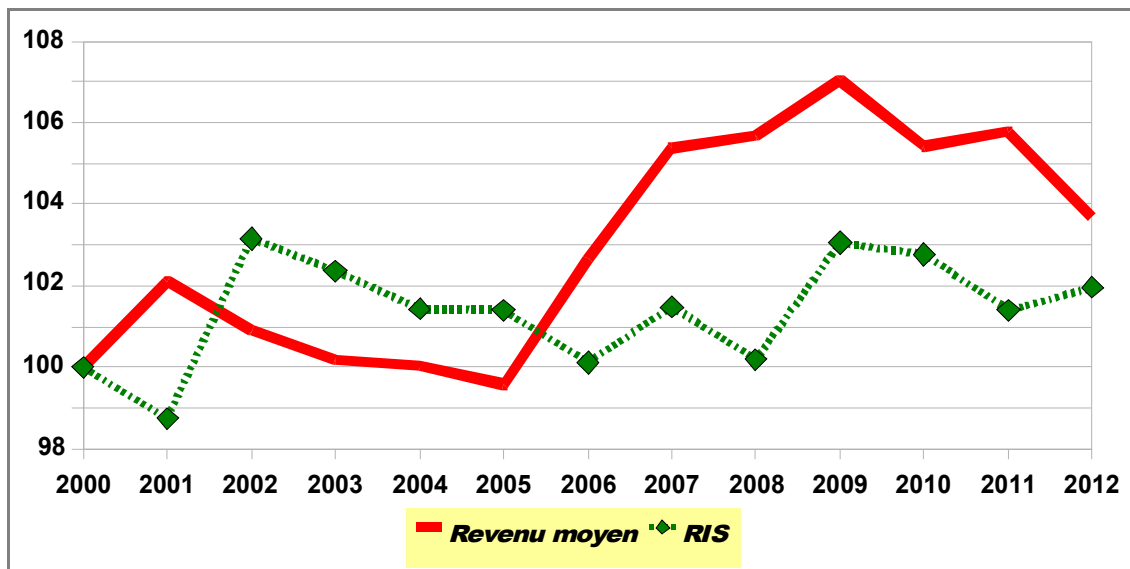


Sources : Belgostat, Bureau fédéral du Plan et SPP Intégration sociale - Calculs et estimations : IDD

Tenant compte de l'évolution du coût de la vie, on constate que le pouvoir d'achat moyen par tête se situe, en 2012, à un niveau d'environ 4% supérieur à celui de 2000, mais qu'il est en recul depuis 2009, année où le pouvoir d'achat par tête a atteint un maximum historique au cours de la période considérée (2000-2012).

Comme le coût de la vie a augmenté plus vite pour les personnes à petits revenus (voir ci-après), on constate que le pouvoir d'achat du revenu d'intégration oscille lui depuis 2001 dans l'intervalle 101/103 (base 2000=100) malgré les augmentations hors-index (= liaison au bien-être) dont ont bénéficié le revenu d'intégration et autres allocations minimales ; ces augmentations ont donc été "mangées" par la hausse du coût de la vie.

Pouvoir d'achat du Revenu disponible moyen par tête et du Revenu d'intégration – 2000= 100



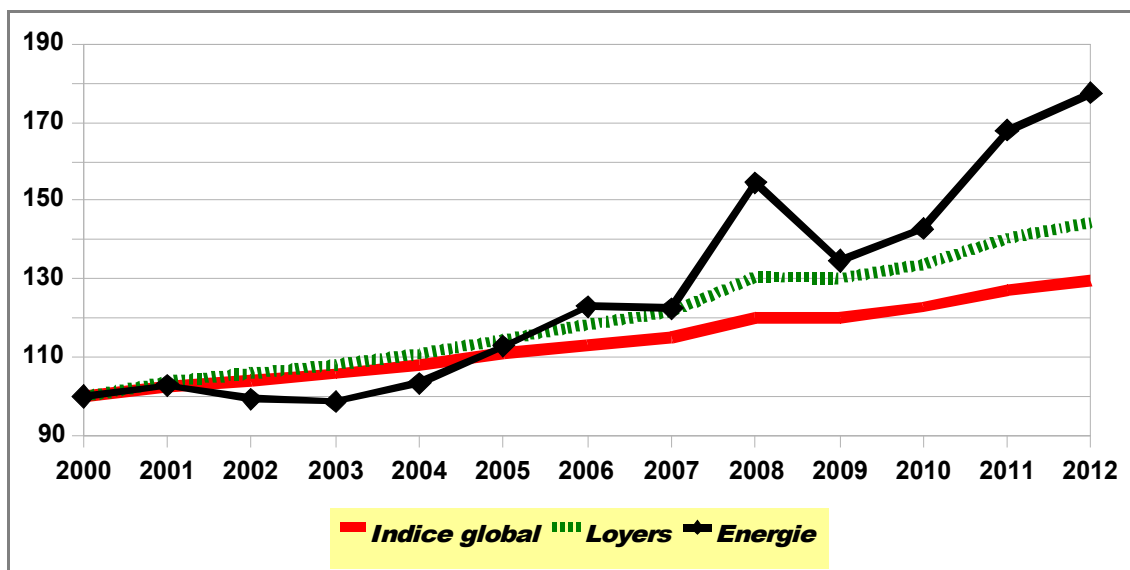
Sources : Belgostat, Bureau fédéral du Plan et SPP Intégration sociale - Calculs et estimations : IDD

Les prix

Le graphique suivant montre que le coût de la vie – mesuré par l'indice global – a évolué d'environ 30% depuis 2000. Mais plusieurs produits ou gammes de produits socialement "sensibles" ont vu leur prix évoluer plus vite que l'indice global.

Le graphique ci-dessous montre que c'est le cas pour les loyers (+44%) et pour l'énergie consommée pour le logement (+77%).

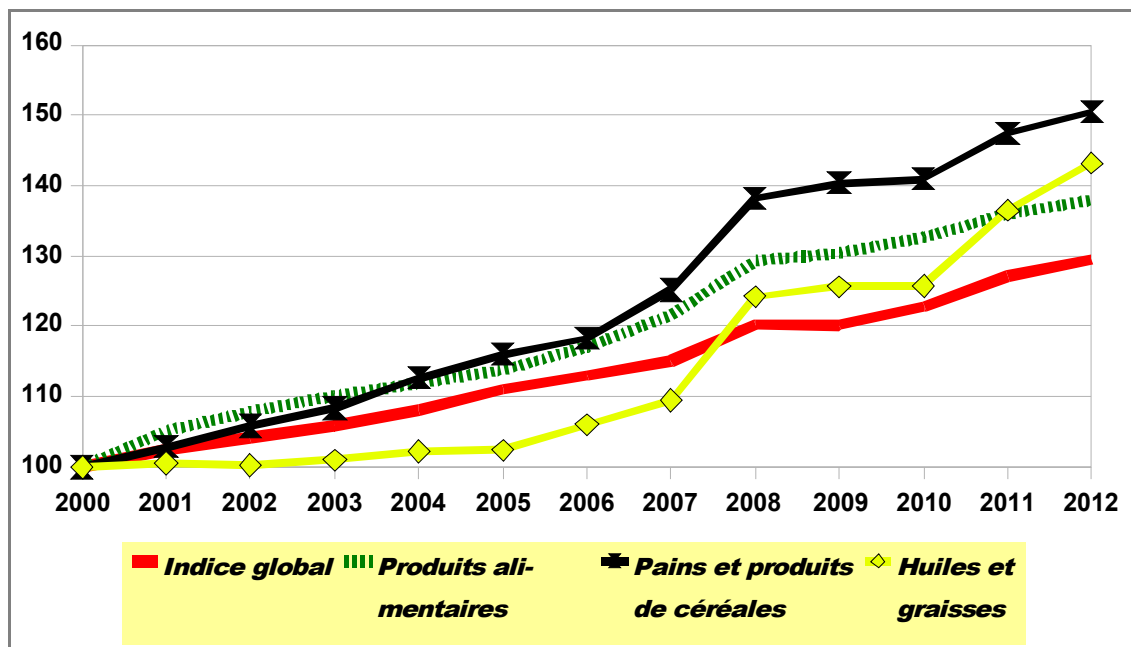
Indice global, loyers et énergie domestique – 2000=100 (2012= janvier)



Source : Belgostat - Calculs et estimations : IDD

Le graphique ci-après montre que c'est le cas également pour les produits alimentaires considérés globalement (+38%) et deux sous-catégories de produits alimentaires : *pains et produits de céréales* (+50%) et *huiles et graisses* (+43%).

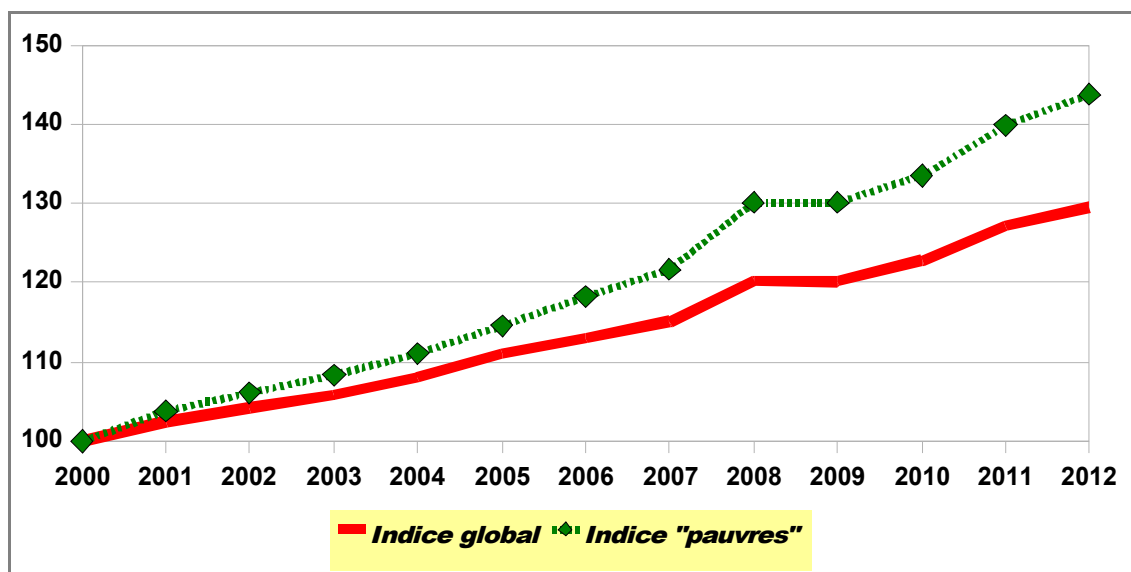
Indice global, produits alimentaires, pains et produits de céréales, huiles et graisses 2000=100 (2012= janvier)



Source : Belgostat - Calculs : IDD

Tenant compte d'une structure de consommation des ménages pauvres plus centrée sur les loyers, l'énergie et l'alimentation, j'ai calculé un indice des prix des "pauvres"¹. Celui-ci a augmenté de 44% depuis 2000, soit une augmentation en phase avec celle des allocations minimales.

Indice des prix global et Indice des prix des "pauvres" – 2000=100 (2012= janvier)



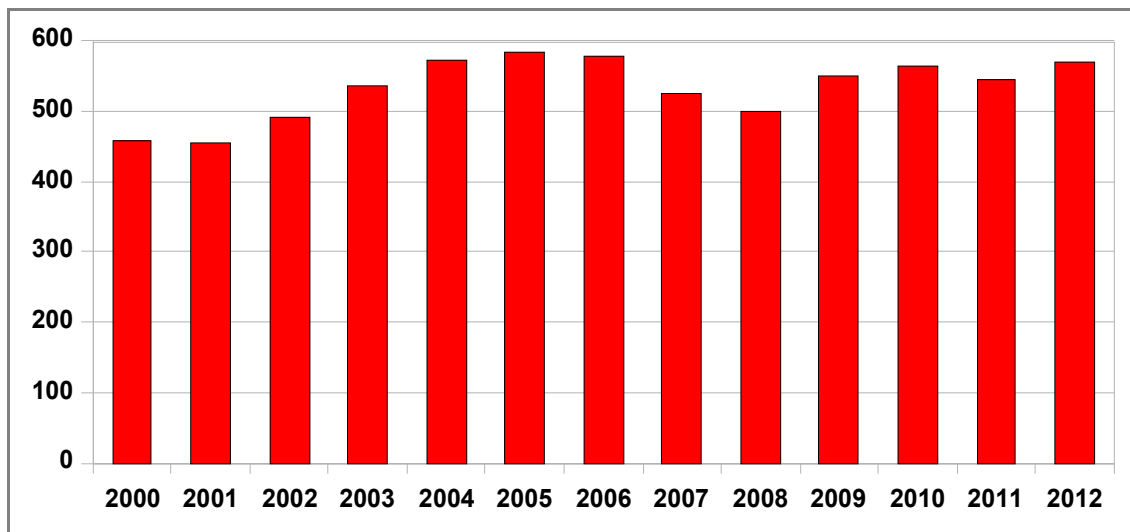
Source : Belgostat - Calculs et estimations : IDD

¹ La structure de consommation considérée est celle des ménages aux revenus proches des allocations minimales et locataires dans le secteur locatif privé.

Le chômage et le sous-emploi

L'année 2011 a enregistré un recul modeste, mais un recul quand même, du nombre de chômeurs (définition du Bureau fédéral du Plan). Ce très modeste recul sera plus qu'effacé en 2012, ce qui fait que l'on va, cette année-ci, retrouver un nombre de chômeurs proches des maxima observés au milieu de la décennie précédente.

Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés – Définition du Bureau du Plan – en milliers

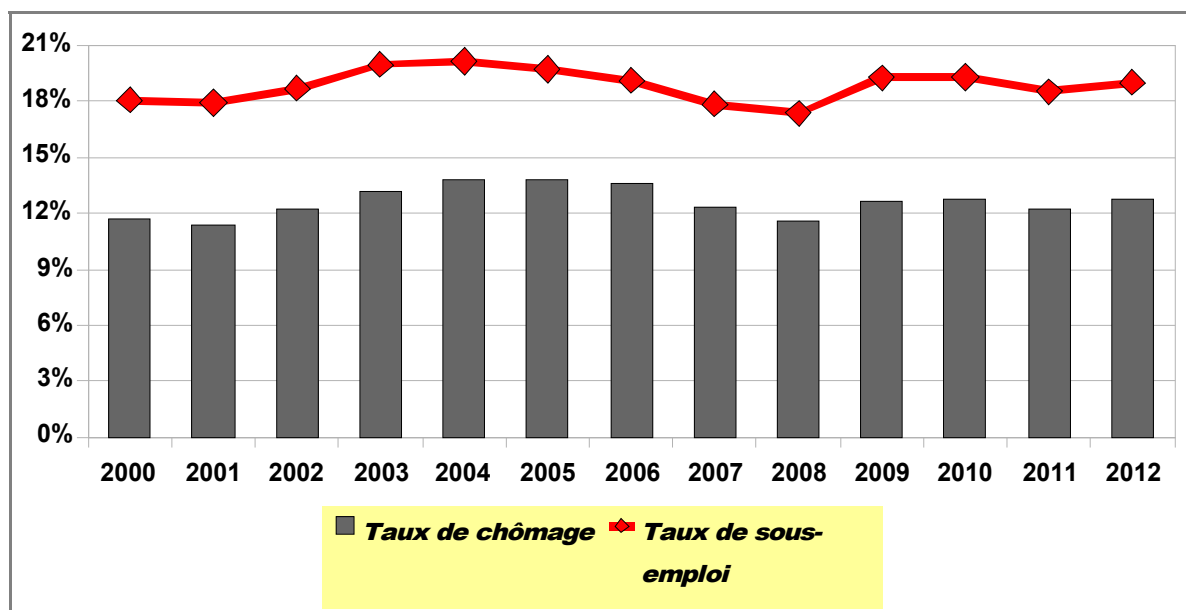


Source : Bureau fédéral du Plan

Certes, le taux de chômage (calculé ici par rapport à la population active salariée – voir graphique suivant) resterait en 2012 inférieur à ceux observés au milieu de la décennie passée. Mais :

- ce taux de chômage est supérieur à celui de 7 années depuis 2000
- ce taux de chômage est sous-estimé ; en effet si l'on tient compte des demandeurs d'emploi inoccupés, du chômage partiel et des travailleurs dont le temps partiel est involontaire, on peut estimer que le **taux de sous-emploi** – calculé en heures – des salariés est proche de 20%.

Taux de chômage et Taux de sous-emploi des salariés – en %



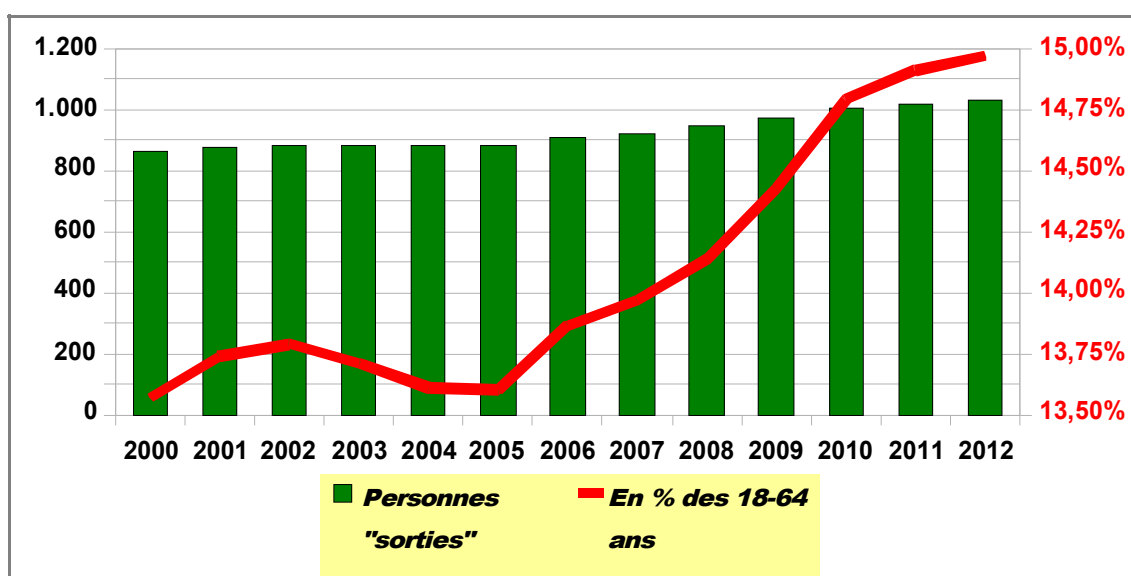
Sources : Bureau fédéral du Plan, Eurostat, INS - Calculs et estimations : IDD

On doit s'inquiéter d'autant plus de l'évolution du chômage que celle-ci a été – au cours des dernières années et en particulier dans la seconde moitié de la décennie précédente – favorablement influencée par l'augmentation (absolue et relative) de la population en âge de travailler "sortie" de la population active. On a considéré ici les catégories suivantes :

- les étudiants de plein exercice
- les chômeurs complets en formation professionnelle
- les invalides
- les prépensions conventionnelles à temps plein
- les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi
- et les personnes en interruption complète de carrière.

Au total, en 2012, ces 6 catégories représentent un peu plus de 1 million de personnes – en augmentation de 164.000 unités entre 2000 et 2012. Le total des personnes "sorties" représente 15% de la population des 18-64 ans en 2012.

Personnes "sorties" de la population active – 18-64 ans – en milliers et en %



Sources : Bureau fédéral du Plan, Eurostat, INAMI, INS - Calculs et estimations : IDD

Le marché du travail des jeunes

Le marché du travail des jeunes continue à faire l'objet de politiques fédérales et régionales spécialement dédiées à ce segment de la population active.

Pour éclairer quelque peu le débat, le tableau suivant (voir haut de la page suivante) détaille, depuis 2005, l'évolution du marché du travail des jeunes de moins de 25 ans.

On peut constater à la lecture de ce tableau que

- le taux de chômage en 2011 est supérieur à celui enregistré avant la récession de 2009-2010
- la baisse tendancielle – au demeurant très modeste – du taux de chômage des jeunes entre 2005 et 2011 est attribuable à la baisse de la population active, plus rapide que celle de l'emploi
- la proportion d'emplois *jeunes* soutenus par la sécurité sociale a considérablement augmenté sur la période considérée ; en effet, l'emploi activé a représenté en 2011 environ 8% de l'emploi salarié contre 1,2% en 2005.

Marché du travail des jeunes (< 25 ans) – en milliers et en %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Emploi total	375,3	367,3	369,9	369,6	352,5	350,9	354,0
<i>dont Emploi salarié</i>	356,8	348,5	350,2	348,3	330,5	328,8	332,0
<i>dont Emploi activé</i>	4,3	4,6	5,7	6,4	5,9	13,6	26,1
<i>En % de l'emploi salarié</i>	1,2%	1,3%	1,6%	1,8%	1,8%	4,1%	7,9%
DEI	130,7	124,4	109,1	102,2	116,1	116,2	108,5
Population active	506,0	491,7	479,0	471,8	468,6	467,1	462,5
Taux de chômage	25,8%	25,3%	22,8%	21,7%	24,8%	24,9%	23,5%

Sources : BCSS, Belgostat, Bureau fédéral du Plan, Eurostat, INS - Calculs et estimations : IDD

NB : DEI = Demandeurs d'emploi inoccupés